

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES ET PARTICULIERES

*Etabli en application des articles
L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 (Appel d'offres ouvert),
L2430-1 à L2432-2, R2431-1 à R2432-7 (Maîtrise d'œuvre privée)
du Code de la commande publique*

Pouvoir adjudicateur :

**Centre hospitalier Bretagne Atlantique
Fonction Achats mutualisée – Secteur Travaux
Etablissement Support du Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique**

Etablissement partie bénéficiaire / Maître d'ouvrage :

Etablissement Public de Santé Mentale Morbihan

Objet du marché public :

SDIE+

**MISSIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE DANS LE CADRE
DU PROJET DE RENOVATION DE L'USIP B – DETENUS**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. DISPOSTIONS GENERALES DU CONTRAT	3
1.1 Contexte	3
1.2 Objet du marché	3
1.3 Schéma Directeur Immobilier et Environnemental à énergie positive de l'EPSM Morbihan	4
1.4 Cadre réglementaire et références	5
1.5 Enveloppe financière	5
ARTICLE 2. INTERVENANTS	6
2.1 Equipe de maîtrise d'œuvre	6
2.2 Représentant de l'équipe de maîtrise d'œuvre	6
2.3 Sensibilité environnementale	6
2.4 Collaboration avec les acteurs internes et externes	6
2.5 Contrôleur Technique :	7
ARTICLE 3. MISSIONS	7
3.1- Mission de base	7
3.1.1- Études d'Avant-projet (AVP)	7
3.1.2- Études de projet (PRO)	9
3.1.3- Assistance au contrat des marchés de travaux (ACT)	10
3.1.4- Exécution partielle (EXE partielle)	11
3.1.5- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)	12
3.1.6- Assistance aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)	13
3.2. Missions complémentaires	14
3.2.1- Études de diagnostic (DIAG)	14
3.2.2- Mission de synthèse (SYN)	14
3.2.3- Ordonnancement, coordination et pilotage (OPC)	15
ARTICLE 4. PLANNING	16
ARTICLE 6. ANNEXES AU CCTP	16

1.1 Contexte

La création d'une unité accueillant des détenus au sein de l'Établissement Public de Santé Mentale (EPSM) Morbihan s'inscrit dans un contexte territorial et institutionnel spécifique, marqué par la construction prochaine de la maison d'arrêt de Vannes et par la nécessité d'adapter la prise en charge des personnes détenues présentant des troubles psychiatriques lourds.

Dans ce cadre, l'administration pénitentiaire a sollicité l'EPSM Morbihan afin d'accueillir et de prendre en charge, au sein d'une structure hospitalière adaptée, des détenus nécessitant une hospitalisation psychiatrique, dans l'objectif de désengorger la future maison d'arrêt et d'améliorer la qualité et la continuité des soins dispensés à cette population.

Le projet consiste à la rénovation partielle du bâtiment existant USIP B sur le site de l'EPSM Morbihan à Saint-Avé, afin de permettre l'accueil de cette nouvelle unité accueillant des détenus. Cette rénovation devra concilier les exigences propres à une unité d'hospitalisation psychiatrique (qualité des espaces de soins, conditions d'apaisement, respect de la dignité des patients, organisation des parcours thérapeutiques) avec des contraintes renforcées de sûreté et de sécurité liées à l'accueil de personnes détenues.

Cette unité aura vocation à proposer une prise en charge pluridisciplinaire associant notamment psychiatres, psychologues, infirmiers et travailleurs sociaux, dans un cadre sécurisé garantissant à la fois la protection des patients, du personnel soignant et des intervenants extérieurs, ainsi que la continuité des soins.

Le projet s'inscrit plus largement dans la politique nationale de modernisation de la prise en charge sanitaire en milieu pénitentiaire, visant à améliorer l'accès aux soins psychiatriques, à limiter les ruptures de parcours, à réduire les risques de désocialisation et à favoriser les conditions d'une réinsertion ultérieure. Il traduit une approche globale articulant impératifs de santé publique, exigences éthiques et contraintes sécuritaires, au service d'une population particulièrement vulnérable.

Bien que cette unité ne relève pas du régime juridique des Unités Hospitalières Spécialement Aménagées (UHSA), le projet s'inscrit dans une démarche d'inspiration des principes organisationnels, fonctionnels et architecturaux développés au sein de ces structures, en particulier en matière de gestion des flux, de gradation des espaces, de surveillance soignante et de prévention des situations de crise.

Cette inspiration ne saurait toutefois conduire à une transposition stricte du modèle UHSA. L'unité projetée demeure une unité hospitalière relevant pleinement de l'EPSM Morbihan, intégrée à son organisation de soins, et conçue prioritairement comme un outil au service du projet thérapeutique, dans un cadre non carcéral.

1.2 Objet du marché

Le présent marché identifie le maître d'œuvre chargé de la réalisation d'une opération de travaux de rénovation du secteur B de l'Unité de Soins Intensives en Psychiatrie (USIP) du site d'EPSM Morbihan, en vue de l'accueil d'une unité accueillant des détenus en hospitalisation courte durée.

Le projet de rénovation s'appuie sur un projet de prise en charge des patients (annexe 4), élaboré par l'équipe médicale, qui constitue un **document de référence structurant** pour la conception de l'unité.

La maîtrise d'œuvre doit démontrer sa capacité à traduire spatialement les principes de prise en charge, d'organisation des soins, de surveillance et de régulation des tensions décrits dans ce document, tout en intégrant les contraintes spécifiques liées à l'accueil de personnes détenues.

Cette opération est réalisée en site occupé. À ce titre, l'ensemble des phases du marché doit intégrer cette contrainte d'exécution, tant dans la conception que dans l'organisation et le phasage des travaux.

Les principaux objectifs du projet sont les suivants :

- Adapter les infrastructures existantes au nouvel usage, en intégrant des exigences renforcées de sûreté et de sécurité ;
- Réorganiser les espaces afin de garantir des flux distincts, lisibles et sécurisés pour les patients et les soignants ;
- Optimiser et rationaliser les surfaces afin de répondre aux besoins actuels et futurs de l'unité, dans une logique d'évolutivité et de fonctionnalité.

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments suivants, conformément aux dispositions de la loi MOP et de ses textes d'application :

- Les études de diagnostic (DIAG)
- Les études d'avant-projet (APS/APD)
- Les études de projet incluant l'établissement du dossier de consultation des entreprises (PRO/DCE)
- L'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux (ACT)
- Les études d'exécution partielles et synthèse des réseaux (EXE partielle + SYN) incluant :
 - La réalisation par le maître d'œuvre d'une partie des études d'exécution, limitée aux éléments nécessaires à la consultation et à la cohérence du projet,
 - La mission de synthèse des lots techniques (réseaux), coordination et vérification de la compatibilité entre tous les lots techniques,
 - L'examen et le visa des études d'exécution réalisées par les entreprises.
- La direction de l'exécution de marchés de travaux (DET)
- L'assistance au maître d'ouvrage pour les opérations de réception et durant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)
- La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

Ce projet a fait l'objet d'une note d'éléments de programmation (annexe 1) et d'un projet de prise en charge des patients (annexe 4).

1.3 Schéma Directeur Immobilier et Environnemental à énergie positive de l'EPSM Morbihan

L'EPSM Morbihan a validé en 2023 son Schéma Directeur Immobilier et Environnemental à énergie positive (SDIE+), définissant de manière prospective les orientations stratégiques de son patrimoine immobilier et de transition écologique.

A ce titre, **les principales orientations du SDIE+** sont les suivantes :

- **Proposer des parcours patients simples et lisibles ;**

- Disposer d'une offre de soin alliant prises en charge sectorielles et spécialisées dans des environnements fonctionnels et sécurisés ;
- Construire et rénover de manière sobre et durable, avec une ambition bas carbone et une performance énergétique élevée (énergie positive) ;
- Intégrer l'évolutivité et la modularité dans les bâtiments ;
- Développer des solutions de type « SMART building » au service de la transition énergétique ;
- Protéger l'environnement et la biodiversité locale en intégrant les enjeux de la mobilité.

Dans ce cadre, l'EPSM Morbihan s'inscrit dans une démarche de transition écologique ambitieuse et **attend de l'équipe de maîtrise d'œuvre des propositions innovantes et adaptées au contexte de rénovation**, intégrant notamment des matériaux biosourcés bas carbone et une qualité de vie intérieure renforcée.

Le présent projet objet des missions de maîtrise d'œuvre doit être conçu en cohérence avec les engagements et orientations définis dans le SDIE+ de l'EPSM Morbihan.

1.4 Cadre réglementaire et références

La conception et la réalisation de l'opération doivent être conformes à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables aux établissements de santé, et notamment :

- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La réglementation relative aux établissements recevant du public (ERP), notamment de type U ;
- Les règles de sécurité incendie applicables aux établissements de soins ;
- La réglementation relative à l'accessibilité des personnes en situation de handicap ;
- Le Code du travail, en particulier pour ce qui concerne la sécurité et les conditions de travail des personnels ;
- Le Code de la santé publique, notamment les dispositions relatives aux soins psychiatriques, aux droits des patients, ainsi qu'aux pratiques d'isolement et de contention.

La maîtrise d'œuvre doit également intégrer, dans ses propositions architecturales et techniques, les exigences spécifiques liées à l'accueil de personnes détenues en milieu hospitalier, telles que définies par le maître d'ouvrage, en s'inspirant des principes organisationnels et fonctionnels issus des retours d'expérience d'unités hospitalières spécialisées, sans que cela ne constitue une application directe des textes régissant les établissements pénitentiaires ou les Unités Hospitalières Spécialement Aménagées (UHSA).

1.5 Enveloppe financière

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération, affectée aux travaux par le Maître d'ouvrage s'élève à **1,5M€ HT** (valeur Mois M0 des études correspond au mois de remise de l'offre).

2.1 Equipe de maîtrise d'œuvre

L'équipe de maîtrise d'œuvre réunit a minima les compétences suivantes :

- Architecture
- Structure
- Fluides/thermique/énergie
- Qualité environnementale
- Economie de la construction
- Acoustique
- OPC

L'équipe de maîtrise d'œuvre a notamment pour missions de :

- Analyser le fonctionnement des locaux existants et les contraintes exprimées par les différents acteurs du projet, et ceux sur la base du plan déjà travaillé par la maîtrise d'ouvrage et transmis lors de cette consultation ;
- Assurer l'application des réglementations en vigueur ;
- Concevoir les orientations architecturales et techniques ainsi que les plans d'aménagement, en respectant les objectifs du présent cahier des charges ;
- Préparer les dossiers de consultations des entreprises (DCE) ;
- Coordonner l'exécution des marchés de travaux ;
- Proposer la réception des ouvrages.

Un des membres de l'équipe de maître d'œuvre désigné comme mandataire dans l'Acte d'Engagement est responsable de la coordination générale de l'équipe.

2.2 Représentant de l'équipe de maîtrise d'œuvre

La personne habilitée à représenter le Maître d'Œuvre, désignée dans l'Acte d'Engagement, a le pouvoir de prendre toutes les décisions nécessaires au bon déroulement de la mission durant toute la durée d'exécution du marché. Elle est notamment chargée :

- D'assurer la coordination effective de toutes les études, du suivi financier et du suivi des travaux ;
- D'assister à toutes les réunions de mise au point, de suivi de l'opération et aux rendez-vous de chantier organisés par le Maître d'Ouvrage et à tous les rendez-vous de chantier.

2.3 Sensibilité environnementale

Le Maître d'Ouvrage porte une **attention particulière à la sensibilité environnementale de l'équipe** de Maîtrise d'œuvre et à sa capacité à intégrer les critères de développement durable et de transition énergétique dans tous les phases du projet.

2.4 Collaboration avec les acteurs internes et externes

L'équipe de maîtrise d'œuvre travaille en collaboration étroite avec :

- Les équipes soignantes de l'EPSM Morbihan ;
- Les services techniques et supports de l'EPSM Morbihan ;

- Les intervenants extérieurs missionnés par la maîtrise d'ouvrage.

La maîtrise d'œuvre n'a aucune interaction directe avec l'administration pénitentiaire, ni dans les phases de conception, ni dans les phases de réalisation des travaux.

Les exigences de sûreté et de fonctionnement liées à l'accueil de personnes détenues sont définies et validées par le maître d'ouvrage, puis traduites par la maîtrise d'œuvre sous forme de réponses architecturales, techniques et organisationnelles, dans un cadre strictement hospitalier.

2.5 Contrôleur Technique :

Le contrôleur technique est un organisme agréé qui a pour mission de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation des ouvrages (Loi n° 78.12 du 4 janvier 1978).

2.6 Coordonnateur SPS :

Le Coordonnateur SPS est chargé de vérifier l'application des dispositions légales en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs intervenant sur le chantier ou ayant à intervenir ultérieurement.

La mission confiée au coordonnateur SPS est de catégorie 2, conformément à la réglementation en vigueur

ARTICLE 3. MISSIONS

3.1- Mission de base

La mission confiée au maître d'œuvre correspond à la mission de base pour les opérations de réhabilitation, selon les différentes phases ci-dessous.

De manière transversale à l'ensemble des missions, la maîtrise d'œuvre doit intégrer la qualité des conditions de travail des équipes soignantes comme un enjeu majeur du projet.

La conception architecturale doit contribuer à limiter la charge mentale, favoriser la lisibilité des espaces, sécuriser les pratiques professionnelles et prévenir la fatigue des équipes, notamment par une organisation spatiale cohérente, des circulations maîtrisées et des espaces soignants fonctionnels et protecteurs.

La maîtrise d'œuvre veille à la conformité réglementaire du projet et à l'intégration des exigences spécifiques du maître d'ouvrage dès les premières phases de conception, sans transfert de responsabilité relatif à la définition des protocoles de sécurité relevant d'autres autorités compétentes.

3.1.1- Études d'Avant-projet (AVP)

Les études d'avant-projet, fondées sur les études de diagnostic et le programme approuvés par le maître de l'ouvrage, comprennent les études d'avant-projet sommaire (APS) et les études d'avant-projet définitif (APD).

Les études d'avant-projet doivent approfondir la capacité de l'unité à fonctionner de manière sécurisée et apaisée en situation courante comme en situation dégradée (patient

en crise, isolement ponctuel, restriction temporaire d'accès à certains espaces), sans remise en cause du fonctionnement global de l'unité.

Une attention particulière est portée aux espaces du quotidien (parloir, accès au téléphone, espaces de repas, d'activités, d'apaisement et cour extérieure), conçus comme des éléments à part entière du projet thérapeutique et de la régulation des tensions.

A. Études d'Avant-projet sommaire (APS)

Les études d'avant-projet sommaire ont pour objectifs de :

- Proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme ;
- Présenter les dispositions générales techniques et les performances à atteindre ; Indiquer les durées prévisionnelles de réalisation ;
- Estimer provisoirement le coût prévisionnel des travaux avec les différentes solutions étudiées ;

Dans le cadre de ces études d'APS, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies des explications sur les options architecturales, techniques et économiques proposées.

Les études d'APS sont présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

Si le projet présenté n'entre pas dans l'enveloppe budgétaire prévue ou s'il ne correspond pas techniquement au programme, le Maître d'Ouvrage a la possibilité de demander un nouveau projet au Maître d'œuvre. Dans ce cas, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire conformément aux CCAP du marché.

⇒ Liste indicative des documents à remettre au maître d'ouvrage :

- Note de présentation de l'avant-projet justifiant le parti retenu ;
- Formalisation graphique de la solution préconisée sous forme de plans, coupes et élévations à l'échelle de 1/200 (0,5 cm/m) avec certains détails significatifs au 1/100 (1 cm/m) ;
- Tableau des surfaces par ensemble fonctionnel ;
- Indication d'un délai global de réalisation de l'opération comprenant, le cas échéant, un phasage par tranches techniques ou fonctionnelles ;
- Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux et phasage éventuel.

B. Études d'Avant-projet définitif (APD)

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'avant-projet sommaire approuvées par le maître de l'ouvrage ont pour objectifs de :

- Vérifier le respect des différentes réglementations (hygiène, sécurité, pénitentiaire) ;
- Arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect ;
- Justifier les solutions techniques et choix des matériaux (notamment biosourcés) ; Estimer définitivement le coût prévisionnel des travaux, par lots séparés.

Dans le cadre de ces études d'APD, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions architecturales, techniques et économiques proposées.

Dossier de permis de construire et autres autorisations administratives

Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage pour :

- La constitution et le suivi du dossier administratif ;
- La relation avec les administrations avant et pendant l'instruction du dossier ;
- L'affichage réglementaire sur le terrain et en mairie.

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration.

Lorsque l'opération nécessite l'obtention d'autres autorisations administratives (telles que par exemple demande de permis de démolir, autorisations spécifiques pour lignes aériennes, enseignes, etc.), le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage, pendant toute la durée de leur instruction, pour effectuer les démarches nécessaires et constituer les dossiers correspondants.

Les études d'APD sont présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

⇒ **Liste indicative des documents à remettre au maître d'ouvrage :**

- Formalisation graphique de l'APD proposé sous forme de plans, coupes, élévations, de l'ouvrage et de ses abords extérieurs à l'échelle de 1/100 (1cm/m) avec certains détails au 1/50 (2 cm/m) ;
- Plans de principes de structure et leur pré-dimensionnement ; tracés unifilaires de réseaux et terminaux sur des zones types à l'échelle de 1/100 (chauffage, ventilation, plomberie, électricité, etc.) ;
- Tableau des surfaces détaillées ;
- Notice descriptive précisant les matériaux ;
- Descriptif détaillé des solutions techniques retenues et notamment des installations techniques ;
- Note de sécurité et plans de compartimentage, issues de secours, etc ;
- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée en lots séparés ;
- Constitution du dossier administrative adéquate à l'opération (permis de construire et ou déclaration préalable, permis de démolir...) ;

3.1.2- Études de projet (PRO)

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant du permis de construire, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objectifs de :

- Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre ;
- Déterminer implantations, encombrements de tous les éléments de structure, des équipements techniques et autres tracés techniques(alimentations/évacuations) ;
- Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- Etablir le coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant métré ;
- Permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation ;

- Déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage, le phasage des travaux et le détail du mouvement sur le site occupé.

Les études de projet sont présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

=> Liste indicative des documents à remettre au maître d'ouvrage :

- Formalisation graphique du projet sous forme de plans, coupes et élévations de l'ouvrage à l'échelle de 1/50, incluant les repérages des faux plafonds, les revêtements de sols, les cloisonnements, les portes et tous ouvrages de second œuvre, avec tous les détails significatifs de conception architecturale à une échelle variant de 1/20 à 1/2 ;
- Plan de principe d'installation et d'accès de chantier ;
- Documents écrits ;
- Description détaillée des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots ;
- Présentation du coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état et de l'avant-métré sur la base duquel il a été établi ;
- Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés par lots ou corps d'état, qui sera joint au DCE ;

3.1.3- Assistance au contrat des marchés de travaux (ACT)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objectifs de :

- Préparer et rédiger le Dossier de Consultation des Entreprises(DCE) de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces techniques élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation et de certaines pièces administratives (DPGF – cadre de réponse technique) rédigées également par la maîtrise d'œuvre (le CCAP et le RC sont rédigés par la cellule juridique du CHBA). Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à l'entreprise générale.
- Sélectionner les candidats et analyser les offres des entreprises (y compris les variantes le cas échéant) ;
- Vérifier la conformité des réponses aux documents de la consultation ;
- Analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art
- Etablir un rapport d'analyse très détaillé comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères d'attribution précisés dans le règlement de la consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux.
- Préparer et participer aux négociations éventuelles.
- Mettre au point les pièces constitutives des marchés.

=> Liste indicative des documents à remettre au maître d'ouvrage :

Élaboration du dossier de consultation des entreprises (DCE)

- Le DCE est élaboré en fonction des options prises par le maître d'ouvrage pour le mode de dévolution des marchés de travaux (entreprise générale, lots séparés, entreprises groupées).
- Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises, qu'il a élaborées ou qui ont été fournies par le maître d'ouvrage, les collecte et les regroupe dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) qui comprend ainsi :
 - les plans, pièces écrites et cadre de décomposition de prix global et forfaitaire (avec les quantités) établis par le maître d'œuvre
 - les éventuels autres documents produits par le maître d'ouvrage

Consultation des entreprises

- Proposition au maître d'ouvrage des critères d'attribution à insérer dans l'avis de publicité et le règlement de consultation
 - Le cas échéant, réponses aux questions posées par les entreprises suivant les modalités définies avec le maître d'ouvrage
 - Établissement d'un rapport comparatif **très détaillé** d'analyse technique et financière des offres et, s'il y a lieu, de leurs variantes
 - Proposition d'une liste d'entreprises susceptibles d'être retenues (mieux-disante).
- Mise au point des marchés de travaux*

3.1.4- Exécution partielle (EXE partielle)

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission d'études d'exécution partielle, ainsi que du visa des études d'exécution réalisées par les entreprises.

- Études d'exécution partielles du maître d'œuvre :

Le maître d'œuvre établit les documents d'exécution strictement nécessaires à la compréhension du projet, à la consultation des entreprises et à la cohérence générale de l'opération, notamment :

- Plans de principe et de coordination,
- Détails techniques spécifiques ou sensibles,
- Documents graphiques nécessaires à la compréhension des ouvrages,
- Quantités et estimatifs à caractère indicatif, destinés à permettre la consultation et la comparaison des offres.

Ces documents ne constituent pas des études d'exécution complètes et ne se substituent pas aux études d'exécution dues par les entreprises.

- Études d'exécution des entreprises :

Les entreprises sont responsables de l'établissement de l'ensemble des études d'exécution complètes, comprenant notamment :

- Plans d'exécution et de fabrication,
- Notes de calcul,
- Plans d'atelier et de chantier,
- Documents relatifs aux méthodes de réalisation et aux moyens de chantier.

Ces études sont établies sur la base du projet approuvé par le maître d'ouvrage et sont soumises au visa du maître d'œuvre avant exécution.

- Visa des études d'exécution :

Le maître d'œuvre examine la conformité au projet des études d'exécution établies par les entreprises et délivre son visa.

L'examen de la conformité porte sur les anomalies normalement décelables par un homme de l'art et a pour objet de vérifier que les documents :

- Respectent les dispositions du projet, du CCTP et des pièces contractuelles,
- Sont compatibles entre eux et avec les documents établis par la maîtrise d'œuvre.

La délivrance du visa ne dégage pas les entreprises de leur responsabilité, notamment en ce qui concerne les choix techniques, les méthodes d'exécution et les dimensionnements.

Prestations incluses :

- Examen de la conformité des plans et documents d'exécution établis par les entreprises ;
- Visa des documents d'exécution ;
- Établissement d'un état récapitulatif des visas et observations ;
- Examen de la conformité des matériels et matériaux aux prescriptions du CCTP ;
- Arbitrages techniques et architecturaux nécessaires à la bonne exécution du projet.

3.1.5- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art ;
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- Délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- Informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentées par le ou les entrepreneurs, établir les états d'acomptes ;
- Vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général ;
- Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.

TRAVAUX MODIFICATIFS

Le Maître d'Œuvre est chargé de procéder à l'analyse technique et financière de toutes les propositions de prix établies par les entrepreneurs (plus ou moins-values à la demande du Maître d'Ouvrage ou proposées spontanément par l'entrepreneur). Cette analyse prend la forme de « Fiches Travaux Modificatifs ».

Le Maître d'Ouvrage classe les travaux modificatifs ou supplémentaires dans l'une des trois catégories suivantes :

1. Modifications qui résultent de modifications du programme ou de dispositions techniques demandées par le Maître d'Ouvrage ;
2. Modifications qui s'imposent au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre (aléas résultant de la nature du sol, modification de réglementation...) ;
3. Modifications apportées par le Maître d'œuvre en cours d'exécution par suite d'imprécisions ou d'imprévisions dans ses études, ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

SOUS-TRAITANTS

Le maître d'œuvre est associé à l'acceptation des sous-traitants et doit donner son visa. Il s'oblige en outre à signaler au maître d'ouvrage tout sous-traitant présent sur le chantier et non déclaré par l'entreprise.

REUNIONS AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE

Une réunion hebdomadaire est organisée entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre pour faire le point de l'avancement du chantier et des problèmes administratifs, techniques et financiers rencontrés. Les compte-rendu de ces réunions sont établis et diffusés par le maître d'œuvre.

Prestations incluses

Direction des travaux :

- Organisation et direction des réunions de chantier
- Établissement et diffusion des comptes rendus
- Établissement des ordres de service et rédaction des avenants pour la Maîtrise d'ouvrage
- État d'avancement général des travaux à partir du planning général

Contrôle de la conformité de la réalisation :

- Examen des documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats
- Conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats
- Établissement de comptes rendus d'observation
- Synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage

Gestion financière :

- Vérification des décomptes mensuels et finaux. Établissement des états d'acompte par lot et pour l'ensemble du marché.
- Examen des devis de travaux complémentaires et suivi des FTM.
- Examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final.
- Établissement du décompte général.

3.1.6- Assistance aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objectifs :

- D'organiser et suivre les opérations préalables à la réception des travaux ;
- De suivre la levée des réserves ;
- D'examiner les désordres signalés par le Maître d'ouvrage ;
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mise en œuvre.

Le maître d'œuvre s'assure de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis.

• Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le maître d'œuvre établit la liste détaillée des documents constituant les D.O.E. Il lui appartient de collecter, vérifier et remettre au maître d'ouvrage les documents fournis après exécution par les entrepreneurs et notamment :

- Les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution ;
- Les notices de fonctionnement et d'entretien ;
- Les consignes d'exploitation des ouvrages.

En outre, le maître d'œuvre établit une attestation indiquant que les ouvrages sont conformes aux prescriptions techniques et administratives contenues dans l'arrêté de Permis de Construire.

Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le maître d'ouvrage.

3.2. Missions complémentaires

3.2.1- Etudes de diagnostic (DIAG)

Les études de diagnostic ont pour objet de renseigner le maître d'ouvrage sur l'état du bâtiment existant et sur la faisabilité de l'opération.

À ce titre, elles ont pour objectifs :

- D'établir un état des lieux du bâtiment et de son environnement ;
- De fournir une analyse fonctionnelle, urbanistique, architecturale et technique du bâti existant ;
- De permettre l'élaboration d'un programme fonctionnel d'utilisation du bâtiment, accompagné d'une estimation financière, et d'en déduire la faisabilité de l'opération.

La mission de diagnostic comprend notamment :

- L'analyse des documents existants mis à disposition par le maître d'ouvrage ;
- Les visites et relevés nécessaires à la compréhension de l'ouvrage ;
- L'identification des contraintes techniques, réglementaires et d'exploitation ;
- L'analyse de l'état apparent des ouvrages et équipements existants ;
- La formulation de recommandations utiles à l'orientation du projet.

Le maître d'œuvre peut, le cas échéant, préconiser la réalisation d'études complémentaires d'investigation des existants.

Ces investigations, sondages, essais ou diagnostics réglementaires ne sont pas compris dans la présente mission et feront l'objet de prestations distinctes, le cas échéant.

3.2.2- Mission de synthèse (SYN)

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission de synthèse des lots techniques (réseaux), distincte des études d'exécution et confiée à titre de mission complémentaire.

La mission de synthèse des réseaux a pour objet d'assurer, pendant la phase d'études d'exécution, la cohérence spatiale et fonctionnelle des installations techniques, dans le

respect des dispositions architecturales, techniques, réglementaires, d'exploitation et de maintenance du projet.

La mission de synthèse comprend notamment :

- L'analyse des plans d'exécution des réseaux établis par les entreprises ;
- La vérification de la compatibilité des réseaux entre eux et avec les autres corps d'état ;
- La détection des conflits d'implantation et des incohérences spatiales ;
- La proposition d'ajustements nécessaires à la cohérence globale du projet ;
- L'établissement et/ou la mise à jour de plans de synthèse des réseaux, représentant sur un même support l'implantation coordonnée des installations techniques ;
- La participation aux réunions de synthèse technique, le cas échéant.

La mission de synthèse des réseaux :

- Ne comprend pas l'établissement des études d'exécution complètes des entreprises ;
- Ne se substitue pas aux études d'exécution, notes de calcul, méthodes de mise en œuvre et choix techniques relevant des entreprises ;
- N'emporte aucune responsabilité du maître d'œuvre quant aux dimensionnements, procédés constructifs et performances des installations.

Les entreprises demeurent entièrement responsables de la conception détaillée de leurs installations, des choix techniques et méthodes d'exécution, de la conformité réglementaire et normative de leurs ouvrages.

La mission de synthèse a pour objet la coordination et la cohérence des réseaux et ne constitue ni une validation technique exhaustive, ni un transfert de responsabilité.

Les livrables de la mission de synthèse des réseaux comprennent :

- Les plans de synthèse des réseaux, établis ou validés par le maître d'œuvre ;
- Les comptes rendus et états de synthèse nécessaires à la coordination des lots techniques.

3.2.3- Ordonnancement, coordination et pilotage (OPC)

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier ont pour objectifs :

- L'ordonnancement et la planification : d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités ;
- La coordination : d'harmoniser dans le temps et dans l'espace, les actions des différents intervenants au stade des travaux, et le cas échéant, de présider le collège interentreprises d'hygiène et de sécurité ;
- Le pilotage : de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

Prestations incluses

• Pendant la phase de conception et de préparation des travaux :

- De regrouper les listes des plans d'exécution établis par les entrepreneurs,
- De mettre en place l'organisation générale de l'opération,
- De planifier et coordonner temporellement les études d'exécution,

- De planifier les travaux.

• **Pendant la période d'exécution des travaux :**

- De veiller au respect du cadre d'organisation défini en phase de préparation,
- De mettre à jour la planification générale et de la compléter par une planification détaillée par périodes et par élément d'ouvrage ;
- De coordonner l'ensemble des intervenants, en particulier en animant des réunions spécifiques de coordination et diffuser leurs comptes rendus ;
- De veiller au respect des objectifs calendaires et, le cas échéant, de proposer des mesures correctives pour rattraper des retards ;
- D'apprécier l'origine des retards.

• **Pendant la phase d'assistance aux opérations de réception :**

- D'établir la planification des opérations de réception ;
- De coordonner et piloter ces opérations ;
- De pointer l'avancement des levées de réserves.

ARTICLE 4. PLANNING

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre est définie dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

La durée prévisionnelle de l'opération est estimée comme suit :

- Durée prévisionnelle des études : 8 mois (incluant les missions DIAG, AVP, PRO et ACT)
- Durée prévisionnelle de réalisation des travaux : 12 mois (incluant la préparation de chantier de 1 mois)
- Période de GPA : 12 mois sauf prolongation éventuelle conformément aux dispositions réglementaires

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du marché.

Ces durées sont données à titre prévisionnel. Le maître d'œuvre doit proposer, dès les premières phases d'études, un planning détaillé et phasé, intégrant les contraintes d'exécution en site occupé, les exigences de continuité de service de l'USIP, ainsi que les interfaces avec les services hospitaliers et l'administration pénitentiaire.

Ce planning est soumis à l'approbation du maître d'ouvrage et fait l'objet d'actualisations en cours d'opération.

Le non-respect du planning contractuel, hors causes légitimes dûment justifiées, peut donner lieu à l'application des pénalités prévues au CCAP.

ARTICLE 6. ANNEXES AU CCTP

- Eléments de programmation (annexe 1)
- Plan masse EPSM Morbihan (annexe 2)
- Plan du bâtiment : Existant USIP et Projet Détenus (annexe 3)
- Projet de prise en charge des patients (annexe 4)
- Présentation DD du SDIE+ (annexe 5)
- Projection du SDIE+ 2024/2034 (annexe 6)